

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 20
dimanche 21
mars 1976
No 453
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Foyers Sonacotra

Pour un soutien actif à la lutte des travailleurs immigrés

Depuis plusieurs mois, dans 47 foyers SONACOTRA, des milliers de travailleurs immigrés sont en lutte contre l'augmentation des loyers et pour la suppression du règlement intérieur qui leur nie toute liberté: Aujourd'hui, la bourgeoisie, n'ayant pu venir à bout de leur détermination, s'apprête à recourir à la répression. Elle veut faire occuper les foyers par ses CRS et en expulser les travailleurs immigrés en grève. Depuis ces derniers jours, les CRS se livrent à des manœuvres d'intimidation auprès de certains foyers. Par ailleurs, à St-Denis, au foyer Romain Rolland, six délégués de nationalité algérienne sont menacés d'être expulsés de France. La bourgeoisie veut isoler les travailleurs immigrés, espérant ainsi pouvoir mieux les frapper. Elle reçoit pour cela un actif soutien de la part des dirigeants du PCF. Depuis le début ils ont cherché à saboter la lutte, faisant des pressions pour qu'elle cesse, complotant avec la direction des foyers SONACOTRA, insultant le Comité de coordination des foyers SONACOTRA en lutte, s'opposant à tout soutien. Ils ont montré au grand jour leur visage d'ennemis des travailleurs immigrés, de diviseurs de la classe ouvrière.

Se considérant à juste titre comme faisant partie intégrante de la classe ouvrière de France, les travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA ont toujours fait appel à la solidarité de leurs frères de classe, les travailleurs français. Aujourd'hui, plus que jamais, ils renouvellent cet appel. Pour cela, ils ont rédigé le texte d'une pétition (voir p.5) de soutien à leur lutte adressée aux autres travailleurs. C'est là un moyen concret de développer la solidarité envers leur juste combat.

Répondez massivement à cet appel ! Avant tout dans vos entreprises, faites circuler cet appel des travailleurs immigrés, faites-le signer par des milliers de travailleurs français et immigrés, dans toute la France. Dans vos sections syndicales, CGT et CFDT, faites connaître cette lutte, appelez à la soutenir. Que la solidarité des travailleurs français et immigrés, syndiqués CGT, CFDT ou non-syndiqués, s'exprime à l'égard de nos frères des foyers SONACOTRA, ce sera le meilleur moyen de mettre en échec la répression, de mener à la victoire.

La victoire des travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA serait une victoire pour tous les travailleurs.

ETUDIANTS

la plus forte manifestation depuis 68

UNE COLERE JUSTIFIEE

Jeudi, sur le campus de Nanterre régnait l'atmosphère des grands jours. Partout de grandes banderoles étaient tendues exigeant l'abrogation de la réforme du second cycle et portant des mots d'ordre sur l'unité de combat des étudiants enseignants et travailleurs des facultés. Par petits groupes assis par terre dehors, ou bien autour de l'une des nombreuses tables où l'on vendait sandwiches et boissons, ou encore devant les tables de presse, on discutait d'une foule de choses. Les commentaires allaient bon train sur les événements de la veille, notamment les agressions fascistes au centre de Censier et les affrontements violents avec les CRS, ainsi que sur la manifestation prévue pour le jeudi soir.



Des dizaines de milliers d'étudiants, à 100 mètres du secrétariat d'Etat (photo HR).

A l'appel de la Coordination nationale des comités de grève des facultés, plus de 5 000 étudiants s'étaient réunis à Nanterre, venant de plusieurs dizaines de facultés des quatre coins de la France. Depuis le milieu de

la matinée, les forums se succédaient où l'on discutait des divers aspects de l'actuel mouvement étudiant et où l'on essayait d'en tirer les premiers enseignements. Un grand nombre de sujets étaient ainsi abordés, y compris par exemple le problème des femmes dans la société capitaliste, problème que des étudiants s'efforçaient de rattacher de façon concrète à la lutte en mettant en avant la participation des étudiantes aux assemblées générales, etc. Des forums se tenaient aussi bien sur les perspectives à donner au mouvement en tenant compte notamment des vacances de Pâques — qui ont commencé aujourd'hui, 20 mars.

Peu après 16h, un meeting se tenait dehors. C'était les derniers préparatifs avant le départ pour la manifestation à Paris. Des directives étaient données par le comité de grève de Nan-

terre, divers messages de soutien étaient lus. Mais les interventions les plus applaudies étaient celles des travailleurs des facultés et des enseignants, en particulier des enseignants vacataires, qui expliquaient qu'ils étaient partie prenante du mouvement, et qu'ils participaient à la manifestation.

(Suite page 3)

Italie

La «marche sur Rome» du PCI

Le secrétaire général du parti révisionniste italien Berlinguer, a été reçu jeudi par le président du conseil, Aldo Moro. Cette rencontre s'est faite à la demande du dirigeant du parti socialiste, De Martino.

Berlinguer a déclaré qu'il était partisan de la proposition du parti républicain de former un «gouvernement d'urgence».

Il est clair qu'aujourd'hui la grande question que se pose la bourgeoisie italienne est celle de la participation du PCI au gouvernement. Le congrès du parti démocrate-chrétien, au pouvoir, auquel le PCI a proposé son alliance, devra y répondre. Ouvert jeudi, il se terminera plus tard que prévu en raison des profondes divisions qui existent dans ses rangs à ce sujet.

L'Italie vit ces jours-ci dans une atmosphère de banqueroute nationale. Moins de deux mois après la crise politique qui avait fait éclater le premier gouvernement de coalition, l'ampleur de la crise économique, caractérisée par une chute spectaculaire de la lire, ouvre une nouvelle crise politique de grande ampleur dont les conséquences pourront peser très lourd pour l'avenir, non seulement de l'Italie, mais de toute l'Europe.

(Suite page 2)

Témoignage sur la Tchécoslovaquie

J'AI VU REVIVRE L'OCCUPATION NAZIE

Ce témoignage a d'autant plus de valeur qu'il est celui d'un militant de base du PCF.

«... Je peux affirmer qu'on est loin d'une démocratie. Il m'a semblé revivre la période où la France était occupée, et résistants du début, nous nous méfions de tous, même parfois de nos amis. Je ne crois pas exagérer en disant qu'en Tchécoslovaquie on vit ce régime.

«Les travailleurs et les intellectuels qui ont exprimé leurs désaccords sur l'intervention russe ont perdu leur emploi. Leurs enfants ont les pires difficultés à suivre des études scolaires normales. Ils sont en permanence l'objet de surveillance policière.

«Beaucoup de Tchèques m'ont expliqué que l'intervention russe avait pour but de faire de l'Europe centrale une «zone tampon» entre l'URSS et l'Europe occidentale. Ce sont les Russes qui ont provo-

qué de nombreux incidents pour faciliter leur invasion.

Ceux qui disent en France, qu'il n'y a pas d'occupation militaire mentent. Voilà ce que j'ai vu :

«— Sur les routes, on croise de nombreux convois militaires russes. En territoire conquis, ils ne respectent pas le code de la route. Ils créent de grands dangers pour la circulation.

«— Les officiers russes circulent souvent en civil.

«— Les châteaux et monuments historiques servent de caserne à l'armée d'occupation, comme par exemple le célèbre château de Decin. Les enceintes et la caserne du triste camp de la mort de Terezine hébergent des soldats russes,

(Suite page 3)

105e anniversaire de la proclamation
de la Commune de Paris

DEFILE POPULAIRE
ET UNITAIRE

Dimanche à 10heures

De la République au mur des fédérés

DEPART : ANGLE DU Bid VOLTAIRE

PAS DE TROUPES CUBAINES AU MOZAMBIQUE

Le ministre mozambicain des Affaires étrangères, Joaquim Chissano, s'est élevé dans une conférence de presse contre ceux qui prétendent que des cargaisons d'armes lourdes soviétiques débarquent actuellement dans les ports du Mozambique et font courir le bruit d'une intervention soviéto-cubaine au Mozambique, en direction de la Rhodésie. Il a affirmé que le Mozambique ne laisserait pas passer de corps expéditionnaire cubain sur son territoire.

«Les combattants du Zimbabwe, a-t-il souligné remporteront la victoire par leurs propres moyens.»

Il s'est par ailleurs félicité de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU qui vient d'approuver à l'unanimité une résolution demandant à tous les pays et à l'Organisation des Nations unies de fournir une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique, pour compenser les pertes causées à ce pays par l'application des sanctions décidées contre la Rhodésie.

LA LIGUE ARABE CONDAMNE LA POLITIQUE FRANÇAISE A MAYOTTE

Le conseil de la Ligue arabe a adopté hier jeudi, une résolution «dénonçant le referendum organisé par la France à l'île de Mayotte, referendum qui porte atteinte à la souveraineté des îles des Comores et à l'unité de son peuple et de son territoire».

Le conseil estime que la politique française à Mayotte menace également l'indépendance et la sécurité de la région et de l'Afrique toute entière. Il exige l'évacuation immédiate de l'île par les autorités françaises et invite le secrétaire général de l'ONU à faire pression sur la France en ce sens.

Un jour avant les États arabes s'étaient saisis de la question de Djibouti, exigeant que la France libère immédiatement tous les prisonniers politiques, rapatrie les citoyens exilés et abroge les lois et mesures répressives qui empêchent le peuple de Djibouti d'exercer son droit à l'autodétermination en toute liberté.

CISJORDANIE : LES MANIFESTATIONS CONTINUENT

De violentes manifestations ont repris jeudi matin à Jérusalem où des centaines de jeunes arabes se dirigent vers le mont Moriah que les autorités sionistes tentent d'interdire aux populations arabes pour le réserver aux sionistes.

Les autorités israéliennes font depuis quelques jours une énorme démonstration de force en Cisjordanie pour tenter de réduire les manifestations de masse qui se développent avec vigueur dans toute la région. 160 personnes ont ainsi été arrêtées à Jérusalem la nuit dernière.

A Hébron, où tous les établissements commerciaux sont fermés, une vive tension règne dans la ville où des centaines de lycéens monopolisent la rue.

A Khalkoul, où le couvre-feu est en vigueur depuis trois jours, la police a rassemblé jeudi matin dans une raffle monstre, tous les hommes adultes pour vérifier leur identité. Les établissements scolaires sont toujours fermés dans toute la région.

Dans les rangs sionistes l'affolement grandit devant cette puissante vague de manifestations populaires. La télévision d'Israël a retransmis des appels de chefs de kibboutz donnant l'ordre à leurs hommes de «tirer sur les arabes» s'ils s'estimaient menacés.

Italie

LA «MARCHÉ SUR ROME» DU PCI

Suite de la page une

A vrai dire les événements qui s'y déroulent ne peuvent constituer une surprise pour personne. Depuis plusieurs années déjà le capitalisme italien est à la dérive. Dans un pays aux structures économiques plus fragiles, connaissant d'importantes disparités régionales, où la classe ouvrière combattive dispose de vieilles traditions de lutte de classe, les répercussions de la crise mondiale du système capitaliste se sont fait durement ressentir. 1 400 000 chômeurs totaux officiels, une inflation galopante, 1,5 million de dollars consacrés chaque année à payer les seuls intérêts de la dette extérieure, des services publics paralysés, la corruption partout et des scandales à la chaîne, voilà l'héritage de 30 ans de pouvoir ininterrompu de la démocratie chrétienne.

Héritage qui se traduit pour la classe ouvrière et le peuple par le chômage endémique et massif, un pouvoir d'achat considérablement rogné, des équipements sanitaires vétustes et une importante crise du logement.

Dans ce sombre panneau économique les forces politiques des différents partis de la bourgeoisie se modifient et se restructurent. La Démocratie chrétienne, le dernier parti italien qui influence encore 12 millions d'électeurs est désorientée. Le nouveau gouvernement démocrate chrétien de Aldo Moro, mis en place le 11 février dernier, s'est montré absolument paralysé, dépassé par l'ampleur des événements. A côté, les partis qui lui assurent les majorités parlementaires, Partis socialiste, libéral, républicain, social-démocrate, se sont tous plus ou moins ralliés à l'idée que «désormais, en Italie, rien n'est possible sans le PCI».

Celui-ci, le plus fort parti révisionniste d'Europe avec

1 450 000 membres, attend son heure depuis longtemps et a entamé une patiente marche vers le pouvoir. Il a conquis successivement la majorité des municipalités, dont celles de grandes métropoles comme Rome et Naples, plus des Conseils régionaux. Aux dernières élections législatives de juin 1975, alors que la démocratie chrétienne tombait de 38,8 % des suffrages à 35,2 % le PCI, lui, progressait de 27,2 à 33,4 %.

Pour accomplir cette résistible ascension il a joué sur deux tableaux.

Dans un pays où 90 % de l'électorat est encore plus ou moins lié au catholicisme, il a affiché un style nouveau : distances prises vis-à-vis de l'Union soviétique allant jusqu'à des critiques publiques du «Parti père», politique de la «main tendue» aux catholiques, proposition d'un «Compromis historique» pour un gouvernement de coalition avec la Démocratie chrétienne.

Dans un pays où toutes les structures partent à la dérive, où le chaos s'installe dans tous les domaines il s'est taillé une réputation de champion de l'ordre et de l'efficacité. Dans le passé, la résistible ascension du Parti fasciste de Mussolini s'était faite sur le même thème.

Aujourd'hui la «marche sur Rome» du PCI est entamée. Le leader du Parti républicain a proposé jeudi un «Programme d'urgence» rassemblant tous les partis pour «sortir l'Italie de la crise». Cette proposition a été accueillie favorablement par Berlinguer, secrétaire général du PCI, et des consultations politiques ont immédiatement démarré sur ce sujet, pendant que l'«Unità», organe du PCI, titrait sur toute sa Une sur «la nécessité de mesures d'urgence qui annoncent un changement de

cap». Le parti révisionniste se présente ainsi comme l'ultime recours du capitalisme italien.

Mais le grand bénéficiaire de l'opération politique ainsi menée à bonne fin resterait encore l'Union soviétique. Avec un parti révisionniste, même frondeur, au pouvoir dans un pays européen, elle pourra poursuivre plus profondément son offensive politique en Europe de l'Ouest, par l'espionnage économique, politique et surtout, militaire, par une propagande accrue en faveur de ses thèses mensongères sur la «détente», sur l'URSS «amie des peuples» et «éprise de paix», par un désarmement militaire, par l'opposition à la construction d'une Europe unie et avancer ainsi dans son plan de domination de l'Europe de l'Ouest.

Mais raisonner seulement ainsi, ce serait compter sans la classe ouvrière et le peuple d'Italie qui ont déjà une grande expérience des luttes antifascistes et révolutionnaires et sauront rapidement démasquer leurs ennemis, et leur porter des coups sévères en attendant de les écraser.

GRANDE-BRETAGNE : L'URSS, UNE MENACE MILITAIRE

Soixante quinze pour cent des Britanniques estiment que l'Union soviétique constitue une menace dans le domaine militaire pour leur pays et pour l'Europe, indique un sondage de l'Institut «Gallup» publié vendredi par le «Daily telegraph».

Selon ce sondage, 67 pour cent des personnes interrogées estiment que les pays de l'Ouest, devraient accueillir «avec défiance» toute initiative de l'Union soviétique, contre 19 pour cent qui sont d'une opinion contraire (14 pour cent ne se prononcent pas).



CHINE : LE PRÉSIDENT MAO REÇOIT LA DÉLÉGATION LAO

Le président Mao Tsétoung a reçu le premier ministre laotien, M. Kaysone Phomvihane, arrivé en visite en Chine.

Le premier ministre chinois par intérim, M. Hua Kuo-feng, et M. Yao Wen-yuan, membre du bureau politique du Parti communiste chinois, ont assisté à l'entrevue aux côtés des membres de la délégation laotienne.

L'entretien s'est déroulé dans une atmosphère très cordiale. Lorsque M. Kaysone a remercié le président Mao pour l'aide et le soutien apporté au Laos par le gouvernement et le parti chinois, ce dernier l'a remercié à son tour en déclarant : «C'est vous qui nous avez aidés».

URSS : LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE LIMOGÉ

Le ministre de l'Agriculture soviétique, Dmitri Polianski, déjà chassé du bureau politique au 25^e Congrès du PCUS, vient d'être purement et simplement limogé de son poste.

Les dirigeants soviétiques entendent ainsi trouver un bouc émissaire à la faillite de leur politique agricole qui s'est traduit par de nouvelles difficultés d'existence pour les ouvriers et paysans d'URSS. L'explication «des conditions météorologiques» n'était en effet plus suffisante pour justifier la catastrophique récolte de céréales de 1975. On fait donc maintenant appel à «l'incompétence et aux erreurs de gestion» d'un homme. Mais la vraie raison qui fait que le peuple soviétique manque de pain. C'est la militarisation forcée de toute l'économie de l'URSS qui sacrifie délibérément les besoins les plus vitaux du peuple au profit d'une politique expansionniste et agressive.

PALESTINE : LES FUSILS DES PALESTINIENS

«C'est seulement avec les fusils que le peuple palestinien peut obtenir ce dont il a besoin» a déclaré Yasser Arafat dans une récente interview à un hebdomadaire du Koweït.

Commencée en 1965, la lutte armée du peuple palestinien s'est heurtée à diverses conspirations a souligné le président de l'OLP qui a ajouté «mais les révolutionnaires palestiniens et le peuple de toute la nation arabe n'en tiendront que plus fermement leurs fusils», avant de lancer un appel au renforcement de l'unité de toutes les forces armées révolutionnaires palestiniennes.

TIMOR-EST : SOULEVEMENT DANS LA CAPITALE

Le ministre des Affaires étrangères de Timor-Est vient d'annoncer que la population de Dili, la capitale de la République démocratique envahie par les troupes indonésiennes, appuyée par les forces armées dirigées par le FRETILIN, s'est dressée le 14 mars contre les agresseurs indonésiens.

Le ministre, qui saisit le conseil de sécurité de l'ONU de l'invasion indonésienne contre son pays a révélé que le jour, les troupes indonésiennes avaient été attaquées durement à Dili et dans d'autres villes, essuyant de lourdes pertes. Une grande quantité d'armes et de munitions sont passées aux mains du FRETILIN au cours de ces combats.

8e ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE KARAME

A l'appel de l'Union générale des étudiants palestiniens et du Comité de résidents de la Maison du Sud-Est asiatique :

Soirée culturelle palestinienne

Vendredi 19 mars à 21 heures

Cité universitaire : Maison du Sud-Est asiatique

Programme : Tradition folklorique palestinienne.

Poésie de résistance.

Chants.

Exposé sur un travail de masse dans les camps.

Buffet palestinien.

Une colère justifiée

(Suite de la page 1)

Par groupes les étudiants s'enfouaient ensuite dans le RER et prenaient la direction de Auber, point de départ de la manifestation. Sur la place de l'Opéra, la première en place des banderoles était celle du comité de grève de Nanterre, organisateur de la manifestation, portant ces mots : «Étudiants - enseignants-travailleurs, tous unis contre la réforme Soisson, contre le chômage et les licenciements». Il avait été décidé que, de même que la veille, ce serait-elle qui ouvrirait le cortège.

«UNEF TRAHISON !»

Pendant une heure des groupes d'étudiants affluaient de partout, notamment de la gare Saint-Lazare, et se rangeaient avec leurs propres banderoles derrière celle de Nanterre. A quelques centaines de mètres de là, un groupe qui s'affairait avait été remarqué, c'était les deux UNEF. Peu de monde ici, mais beaucoup de banderoles signées des deux UNEF et une énorme sono destinée visiblement à imposer à la manifestation, non les mots d'ordre unitaires de la masse des étudiants, mais ceux particuliers de l'UNEF (AJS). Comme chacun s'y attendait, l'un de ces deux groupuscules, l'UNEF-Renouveau (PCF) essayait

bientôt, de chaque côté de la manifestation, de faire passer ses banderoles et ses pancartes en tête. Il n'arriva jamais à les faire entrer dans le cortège, les étudiants formant spontanément des chaînes pour l'empêcher. Alors placés devant le choix de rester sur les trottoirs ou de regagner leur place, complètement en fin de manifestation, les responsables de l'UNEF-Renouveau adoptèrent la deuxième solution, tandis que des mots d'ordre hostiles fusaient de partout à leur adresse : «UNEF trahison», «Non à la récupération», «UNEF division politique des patrons», et que les étudiants mettaient en avant : «Unité d'action contre la réforme Soisson».

30 000 DANS LA RUE

Peu après 18 heures le cortège s'ébranlait. L'occupant au coude à coude sur toute sa largeur, les étudiants descendaient l'avenue de l'Opéra. Ils étaient alors plus de 30 000. Un souffle puissant s'élevait de ces rangs serrés, formés en chaînes, lorsqu'ils scandaient avec force : «Abrogation de la réforme Soisson», «Chô-chô-chô, chômage ras-le-bol», «Dans les facs, les IUT, Soisson, Saunier, n'ont pas cédé, c'est tous ensemble qu'il faut frapper», «Ni chômeurs, ni cadres du capital», «CRS, fascistes, vigiles, hors des facs»...

La manifestation gagnait alors la place du Palais-Royal puis empruntait le pont du Carroussel pour traverser la Seine. A la nuit tombante, elle s'engageait dans l'étroite rue des Saint-Pères, puis surgissait sur le boulevard Saint-Germain tandis qu'éclatait : «Ce n'est qu'un début continuons le combat». Rue de Rennes, Rue de l'Arrivée, Montparnasse, boulevard de Vaugirard, boulevard Pasteur, un grondement puissant : «Une seule solution, la révolution». Les chants révolutionnaires «l'Internationale», «La Jeune garde», étaient repris par l'ensemble des manifestants. Tout à coup éclatait : «Aujourd'hui dans la rue, après Pâques on continue», puis à l'adresse des travailleurs à leurs fenê-

le patronat frappant étudiants, enseignants et personnel), menaces du pouvoir, répression policière, agression de bandes fascistes... Et pour obtenir la victoire, il est nécessaire de REJETER LES TRAHISSEURS QUI VEULENT DIVISER LE MOUVEMENT en faisant apparaître leurs propres banderoles, en lançant des slogans au mépris des décisions votées la veille en assemblée générale, qui veulent reléguer le combat dans des voies de garage, gérer le système et lui procurer des bouées de sauvetage. En un mot, il faut rejeter tous ceux qui veulent prolonger l'existence du système capitaliste par le biais du Programme commun, programme bourgeois à 100 %... Il est urgent de



trés des mots d'ordre sur l'unité des ouvriers et des étudiants et «Avec nous dans la rue !»

populariser largement le contenu de notre lutte auprès des travailleurs, de consolider notre unité à la base et dans l'action avec tous ceux qui luttent pour la destruction du système capitaliste... Plus que jamais la nécessité d'imposer la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour... Étudiants, travailleurs tous unis !»

A 200 METRES DU SECRETARIAT D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS

Les étudiants réussissaient alors à s'approcher à 200 m du Secrétariat d'État aux Universités, tandis que les autres petites rues de ce quartier populaire étaient investies par le gros de la manifestation.

Avec détermination ils continuaient de scander leurs mots d'ordre. Dans les rangs de nombreux exemplaires d'un bulletin de la cellule Eugène Pottier de Nanterre du Parti communiste marxiste-léniniste de France étaient diffusés. Ce tract soulignait notamment : «Nous refusons de devenir des chômeurs ou des cadres-flics au service des patrons, au service d'une idéologie et d'un système que nous voulons abattre. Comme pour l'ensemble des travailleurs, NOTRE ENNEMI C'EST LE CAPITALISME et tout ce qu'il produit : chômage et licenciements (élimination de tous les secteurs non rentables pour

INTERVENTION DES C.R.S.

CRS et gardes mobiles étaient là en force pour préserver le domaine d'Alice Saunier-Seïte, secrétaire d'État. Massés dans toutes les rues, quadrillant complètement le quartier, ils entreprirent de morceler la manifestation à coups de grenades. Vers 21 heures les premières éclataient, une partie des étudiants étaient contraints à se replier. D'autres purent riposter. Les affrontements devaient durer une heure environ. C'est alors que selon les dires des étudiants, une manœuvre des responsables de la Ligue trotskyste de Krivine qui étaient allés marchander avec les flics permit à ces derniers de prendre le dessus et de disperser le reste des manifestants.

Les angoisses du «Figaro»

«La confiance en Valéry Giscard d'Estaing ébranlée» titre «le Figaro». C'est là en effet le résultat d'un sondage effectué par «le Figaro» et la SOFRES. Les questions posées à l'occasion de ce sondage sont significatives des préoccupations de la bourgeoisie. Deux d'entre elles notamment.

«A votre avis, est-ce que dans les 2 ou 3 mois à venir, la France pourrait connaître une crise comparable à celle de mai 1968 ?», «Si une telle crise se produisait, pensez-vous que M. Giscard d'Estaing serait capable d'y faire face ?»

La bourgeoisie a en effet peur du développement des luttes ouvrières, paysannes, étudiantes, elle a peur qu'apparaisse un puissant mouvement révolutionnaire de masse. Il est vrai que les conditions d'un tel mouvement sont en train de se réunir. La bourgeoisie se prépare à l'affronter. Les sondages sont un des moyens qu'elle emploie pour cela. A la première question 36 % des personnes interrogées répondent non. A la seconde 50 % au lieu de 56 % en février répondent oui.

Mitterrand à l'ambassade US

Mitterrand s'est rendu mercredi à un déjeuner avec l'ambassadeur américain en France. Celui-ci lui aura sans doute renouvelé les inquiétudes US sur l'éventualité de la venue des forces pro-soviétiques au pouvoir. De son côté, Mitterrand, ainsi qu'il l'avait déjà fait auprès de Kissinger, aura cherché à rassurer son interlocuteur. Sans succès. Mitterrand a en effet besoin du PCF pour accéder au pouvoir. Dans le cadre de la rivalité des deux superpuissances en Europe cela se soldera par un renforcement des positions soviétiques dans le continent et par un recul américain.

Le procès Foyer-Syndicat de la magistrature

C'est le 13 avril que le tribunal rendra son verdict dans le procès intenté pour diffamation par le Syndicat de la magistrature à l'ancien ministre de la Justice, Foyer. Celui-ci avait en effet qualifié le Syndicat de la magistrature d'«organisation subversive». Ce jugement avait été porté après la condamnation de patrons par certains juges à l'occasion d'«accidents» du travail. Foyer voudrait des juges qui jouent parfaitement le jeu de la justice bourgeoise selon laquelle les patrons sont intouchables. Le défenseur du Syndicat de la magistrature devait quant à lui résumer le point de vue de ce dernier en affirmant : «C'est parce que cette société est imparfaite et injuste qu'il faut dénoncer les imperfections pour atteindre à la vraie justice.»

Le Syndicat de la magistrature voudrait un capitalisme plus «juste» et une «justice égale pour tous». Il ne remet en cause ni le capitalisme ni la justice bourgeoise, il veut les «améliorer».

Les paysans riches contre les petits viticulteurs

Debatisse qui est capitaliste de l'agriculture et président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) s'en est pris aux luttes des viticulteurs du Midi. «En aucun cas une organisation professionnelle responsable, a-t-il déclaré, ne peut justifier de tels agissements. C'est dans le calme et non par le nombre de préfectures brûlées qu'on en impose à l'opinion et aux pouvoirs publics». Il a également qualifié d'«intolérable» l'action des viticulteurs contre le trafiquant de vin Ramel à Meximieux.

Ces gros bonnets de l'agriculture sont du côté des CRS et des trafiquants, contre les petits viticulteurs comme contre tous les petits paysans. On n'avait guère entendu ce Debatisse quand un paysan a été assassiné à Epinal et un autre à Montredon.

J'ai vu revivre l'occupation nazie

(Suite de la page 1)

«A la frontière des officiers russes en uniformes, contrôlent le trafic routier. J'avais déjà visité la Tchécoslovaquie, il y a plus de 20 ans. L'accueil à la frontière avait été très chaleureux. L'hospitalité est une tradition de ce peuple. Aujourd'hui ce sont des sentinelles, accompagnées de chiens policiers, qui braquent leurs mitraillettes dans ma direction en guise d'accueil.

«Pour le peuple tchèque l'occupation russe est de la même nature que l'occupation nazie lors de la dernière guerre.

«La haine de l'envahisseur est réelle. Je citerai deux faits parmi d'autres : à Prague, les Russes ont construit un jardin d'enfants où ils donnent tous les dimanches un concert de musique russe. Personne n'y assiste.

«A Karlo-Vivary, j'ai demandé l'adresse d'un magasin russe, à un marchand ambulancier. Il refusa de me donner le renseignement. Son regard méprisant était lourd de signification.

«Où est la Tchécoslovaquie, d'il y a 20 ans où l'enthousiasme, la joie de ce peuple prouvaient la supériorité du système socialiste. En 1975 c'est la tristesse et le silence. Le pays s'est figé dans son refus d'être occupé.

«Mais inmanquablement le peuple se soulèvera pour chasser l'occupant.

«C'est là-bas dans un pays sous la botte russe, qu'une vieille militante communiste m'expliqua ce qu'aucun dirigeant du PCF ne dit plus : «Il n'y a qu'un communisme au monde, c'est celui de Lénine et de Staline !»

«Elle ne confond pas l'Armée rouge de Staline qui aida à la libération de son pays et l'armée impérialiste de Brejnev.

«Mise à l'écart du Parti tchèque, elle ne garde pas moins intact son idéal communiste.

«C'est un grand encouragement pour tous les communistes du monde.»



La lutte des travailleurs de Parly II continue

Propos recueillis
au piquet de grève

Rappel des conditions de déclenchement de la grève

— Compression horaire : «Avant, pour préparer notre rayon nous avions 1 heure (de 8 à 9 heures, heure supplémentaire).

Depuis le 15/1 nous n'avons plus qu'une demi-heure pour faire le même travail, d'où économie pour le patron et perte sèche pour le personnel.

— Compression des effectifs :

Novembre 75, 6 salariés en moins, les démissionnaires ne sont pas remplacés ainsi que les femmes en congé de maternité.

Au 1er étage : un lundi 13 absents sur une trentaine. Aucun remplacement donc travail double — et utilisation du personnel comme bouche-trou.

— Les salaires :

A l'embauche une vendeuse touche 1 396 F, une travailleuse (caissière) 23 ans de maison : 1 850 F.

— Rapport avec les chefs :

Le personnel est considéré comme machine à travailler. Propos d'un chef de groupe : «Quand on a 70 femmes sous ses ordres il faut les mener à la baguette».

Les pauses sont prévues à certaines heures. Durée : 1/4 d'heure. Elles se font dans les toilettes où se trouvent des bancs. Un interphone est branché dans ces toilettes pour rappeler à l'ordre les retardataires.

— Division des travailleurs :

Déplacement de caisse en caisse, de rayon en rayon, d'étage en étage des employés qui arrivent à sympathiser.

— Les revendications :

Salaire mini 1 700 F, la conversion de la prime de fin d'année en 13^e mois, amélioration des conditions de travail.

La lutte

190 personnes, 170 grévistes environ (seuls les cadres et stagiaires sont prêts à travailler).

L'intersyndicale avait décidé une grève de 24 heures pour le 5 mars. Les travailleuses ont, spontanément et à l'unanimité, dès le 5 au matin, opté pour la grève illimitée. Dès le 1er jour, les travailleurs ont essayé de s'opposer au transport et à la vente des marchandises périssables vers d'autres Prisunic (transport qui s'est effectué dans des coffres de voitures particulières, en contrevenant à la loi de 74 sur l'hygiène. Marchandises qui ont été vendues en promotion).

Les centres anticancéreux en grève illimitée

Dans la région parisienne

— L'Institut Gustave Roussy à Villejuif est en grève depuis le 10/3 pour les revendications suivantes : paiement de la «prime Veil», paiement des 13 heures supplémentaires comme dans le public, augmentation des effectifs et amélioration des conditions de travail (de cette revendication dépendent les bonnes conditions de soins des malades hospitalisés et consultants).

— Le Centre René Huguenin à St-Cloud est en grève depuis le 11/3 pour les mêmes revendications.

— La Fondation Curie à Paris est en grève depuis le

15/3 pour les mêmes revendications.

— Le mouvement de grève s'est étendu à plus de 8 centres de province (Marseille, Lyon, Toulouse, Montpellier...)

Dans tous ces centres les soins sont assurés ainsi que les urgences. Mais il y a blocage des codifications... l'argent ne rentre plus dans les caisses des hôpitaux !

Le 18/3 au CHR et à Curie pas de consultations, pas d'opérations (sauf les urgences).

Des tracts ont été distribués aux malades et à leur famille. La majorité d'entre eux sont solidaires des travailleurs de la santé et ont signé des pétitions de soutien.

Aucune proposition concrète n'a été faite jusqu'à ce jour. Les directeurs des centres proposent une réunion de travail ! le 12 avril (réunion qui n'aura aucun pouvoir de décision).

Les travailleurs de la santé se battent pour le maintien du pouvoir d'achat et pour les conditions de travail. Ils ne céderont pas ! Ils sont déterminés et décidés à ne pas faire les frais de la crise !

Les hôpitaux de Clermont dans l'Oise

Plusieurs milliers d'employés ont décidé le 17

un mouvement de grève demandant l'alignement sur la région parisienne. Les travailleurs de l'hôpital psychiatrique demandent notamment les 250 F pour tous (personnel technique et administratif comme soignants). Ils veulent ainsi opposer face à la division patronale, une revendication qui unit les travailleurs. Une manifestation a rassemblé près d'un millier de travailleurs à Clermont le 17

dans la matinée. Le fait qu'un mouvement aussi important se manifeste dans cette ville de l'Oise où la crainte du chômage pèse sur les luttes (pas de travail en dehors de l'hôpital témoigne de la largeur et de la profondeur du mécontentement.

**SOLIDARITÉ TOTALE
AVEC LES
TRAVAILLEURS
DE LA SANTÉ**

Redon

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS D'UNIFER

Le 1er mars les travailleurs d'UNIFER à Redon occupaient leur usine, et s'organisaient en comité de grève avec l'appui de la CFDT pour exiger 200 F d'augmentation pour tous.

Les dirigeants CGT s'étaient immédiatement opposés à la volonté de lutte des travailleurs, prétextant que c'était minoritaire, qu'il fallait respecter «la liberté du travail»... Ils ont ainsi continué à travailler... Et nombre d'ouvriers syndiqués CGT, écœurés par ces pratiques, ont aussitôt déchiré leur carte.

Le 4 mars, 800 travailleurs participent avec l'UL-CFDT à une manifestation de soutien aux travailleurs d'UNIFER et Régent. L'UL CGT refuse de s'y rendre sous prétexte que «les travailleurs ne sont pas prêts». C'est alors que spontanément les mots d'ordre : «CGT trahison», «CGT syndicat du patron» retentissent dans les rues de Redon. Les ouvriers d'UNIFER ont repris mardi matin le travail après avoir obtenu 170 F pour tous.

Correspondant H.R.

Parendal à Voiron

9e semaine de grève

Cet article a été réalisé avec la collaboration et le contrôle des travailleurs des Etablissements Parendal. Malgré certains points discutables, nous pensons que les travailleurs, entamant leur dixième semaine de grève, mènent une lutte exemplaire. Il peut être étonnant, au prime abord, que le syndicat FO, que nous connaissons et que nous avons maintes fois dénoncé dans nos colonnes comme un organisme de collaboration de classe, ait une section de base qui mène une lutte classe contre classe aux côtés des travailleurs. Le sigle, l'étiquette nous importent peu. Ce qui est déterminant c'est l'attitude de ces syndicalistes dans la pratique, dans la lutte.

Il y a dix ans Parendal était le concessionnaire de Peugeot pour toute l'Isère ; par suite de restructuration du groupe Peugeot et du fait de la gestion désastreuse de Parendal, Peugeot impose alors progressivement d'autres concessionnaires dans toute la région. Ainsi c'est Cusin qui prend les marchés de tout le Bas-Isère, puis c'est Grenoble, Rives, Voiron...

Il faut signaler que cette restructuration ne se fait pas par manque de travail puisque les carnets de commandes sont pleins et que dès qu'un nouveau concessionnaire se met en place, il tourne à plein rendement : «On ne licencie pas par manque de travail mais pour faire des économies». Telle est la loi des restructurations des groupes capitalistes qui ne se font que pour le profit exclusif des patrons et contre les intérêts des travailleurs.

Dans l'usine de Voiron le PDG prévoyait 11 licenciements sur les 60 ouvriers de l'entreprise, et encore les autres n'avaient qu'un an de travail assuré et après on verra... Le CE prend connaissance de ce plan de démantèlement en novembre 1975. Le 16 janvier les travailleurs de l'atelier et une partie du personnel administratif se mettent en grève sur le mot d'ordre : «Non aux licenciements».

Le 19 janvier ils occupent

leur usine, quelques dialogues sont engagés avec la direction mais cela ne donne rien. Sur la base de la démocratie syndicale les travailleurs décident et votent les décisions à prendre. Le syndicat FO qui regroupe la majorité des ouvriers mène la lutte.

Ces licenciements sont d'autant plus scandaleux que le travail ne manque pas, que les ouvriers avaient jusqu'à 47 heures de travail par semaine et parmi les 11 licenciés il y avait 3 ouvriers de production. Pour toutes ces raisons l'inspecteur du travail refuse d'abord ces licenciements ce qui amène le PDG à réduire l'horaire à 40 heures mais bien sûr avec perte de salaire... !

Les travailleurs demandent la réintégration des licenciés désirant travailler dans l'usine en particulier les ouvriers dont un tôlier qui avait déjà déclenché la grève de 15 jours contre les mauvaises conditions de travail imposées par le patron : le chef d'atelier voulait l'obliger à manipuler un produit toxique utilisé en carrosserie dérivé du dinitrol, il avait déjà eu plusieurs malaises après ces manipulations, aussi il refuse, le PDG veut le licencier mais la mobilisation de tous ses camarades d'atelier empêche ce licenciement.

Les travailleurs accepteraient le principe des 40 heures avec application d'un accord d'entreprise prévoyant 1 heure d'indemnisation, dans la mesure où cela sauve l'emploi mais dans le cas où la direction ne céderait pas sur les licenciements les ouvriers demandent alors 2 heures payées par le patron.

15 jours après avoir décidé l'occupation de l'atelier, le syndicat FO et les travailleurs de Voiron (comme ceux de l'usine Parendal à Rives qui occupent dans les mêmes conditions) décident d'organiser «des réparations sauvages». Cette action trouve un très large écho chez les habitants de Voiron et de sa région. Elle permet aux ouvriers de retrouver leurs payes et le travail ne manque pas dans l'atelier (48 heures d'attente pour une réparation...) Ce fait augmente la mobilisation de tous et empêche la lassitude de la grève qui dure déjà depuis 9 semaines.

Des collectes et diffusions de tracts sont organisés pour populariser la grève mais les travailleurs étant peu nombreux et le travail important, seules les grandes usines de la région ont pu être touchées pour l'instant (Merlin-gerin, etc.) Des articles ont paru dans la presse locale mais certains d'entre eux ont été abrégés de telle sorte qu'ils en deviennent incompréhensibles. Les travailleurs ont pu même au

Lyon Vénissieux

LUTTE AVEC OCCUPATION A LA SNAV

Depuis 15 jours les travailleurs de l'atelier des containers de la SNAV (société nouvelle des ateliers de Vénissieux — filiale de Renault) à Vénissieux sont en lutte pour 250 F d'augmentation égale pour tous, et l'amélioration des conditions de travail. Les travailleurs avec la CFDT ont combattu la division que prônait les dirigeants CGT, et décident d'occuper l'atelier suite au refus de la direction sur leurs revendications.

Les dirigeants traîtres de la CGT se déchainent contre la CFDT et empêchent l'élargissement de la grève à toute l'usine. Il n'est donc pas étonnant que seuls les délégués CFDT soient cités en référé et condamnés à évacuer les lieux. Au cours du référé, l'avocat du patron a utilisé un tract CGT dénonçant l'occupation. Les travailleurs des containers sont décidés à lutter contre tous leurs ennemis, le patron et les dirigeants CGT.

Correspondant H.R. Lyon

début avoir de l'aide de la municipalité (PS).

Pour terminer un travailleur explique la plus grande difficulté pour Parendal à Voiron, la direction est incapable et accumule les erreurs de gestion. Cela porterait parfois à rire si le travail de 50 personnes n'en était pas menacé... C'est ça le capitalisme !!...

Pour soutenir les grévistes on peut aller à l'atelier de Voiron faire réparer sa voiture (carrosserie, mécanique, réparations simples...)

C'est une forme très importante de soutien. On peut également envoyer une participation financière à l'UL des syndicats FO de Voiron et la région 8 rue des orphelines 38500 Voiron avec mention : Solidarité Parendal-Voiron.

**Aucun licenciement à Parendal
Les travailleurs vaincront**

Article réalisé avec la collaboration et le contrôle des travailleurs de l'usine.



Travailleurs et camarades !

Reproduisez et faites circuler

cette pétition

dans votre entreprise,

dans votre quartier

LETTRÉ A MONSIEUR PAUL DIJOU

Plusieurs milliers de travailleurs immigrés sont en grève de loyer dans les foyers SONACOTRA :

- 1/ contre le loyer trop cher
- 2/ contre le règlement intérieur quasi militaire qui interdit toute liberté, même le droit de visite

La SONACOTRA, refusant de satisfaire nos revendications, se permet de nous menacer d'expulsion et de nous matraquer par la police.

De ce fait, nous faisons appel à la population française pour soutenir notre juste lutte car nos aspirations et nos intérêts sont les mêmes.

NOMS, PRÉNOMS	SIGNATURES	DT
---------------	------------	----

Et envoyez-la au :

Comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève — 56 rue de la Fontaine au Roi 75011 Paris.

Grève illimitée des loyers au foyer Mistral de la Sonacotra

Déclaration du comité de résidents du foyer

Depuis le début du mois, l'ensemble des résidents du foyer Mistral SONACOTRA de Dijon sont en lutte pour l'abaissement du prix des loyers. Ils ont décidé de se mettre en grève illimitée jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction sur toutes leurs revendications. Leur Comité de résidents explique ici pourquoi.

La SONACOTRA nous considère comme des bêtes à production, des sauvages incapables de s'unir, de s'entendre, et d'exiger quoi que ce soit. C'est pourquoi elle nous installe dans des foyers-casernes, comme des sardines. Les chambres dans lesquelles nous vivons sont de véritables cages. Elles ne sont séparées entre elles que par de minces cloisons en contre-plaqué.

Ces chambres-cages ne nous permettent pas de nous reposer après une dure journée de travail, d'autant que, comme nous sommes loin de nos familles, nous faisons nous-mêmes les courses, la cuisine, la vaisselle, la lessive... Nous n'avons même pas le droit de nous reposer !

La SONACOTRA s'enrichit sur notre dos :

Nous payons 218 F par mois pour une chambre qui fait 1,50 m de large et 3,20 m de long — même pas,

5 m² ! Chaque année, la SONACOTRA augmente au moins une fois le loyer. Pour elle, d'ailleurs, il ne s'agit que d'une « participation aux charges ». Pour ce prix, les conditions d'hygiène sont déplorables.

Comment peut-on comprendre cet état de choses, surtout lorsque l'on sait que c'est avec une partie de nos allocations familiales que la SONACOTRA construit de tels foyers ? Nous exigeons que le loyer soit réduit de 100 F et bloqué.

Règlement intérieur ou règlement de prison ?

En plus de cela, nous ne sommes pas considérés comme locataires mais comme résidents. Le droit de visite n'existe pas, pas plus que le droit de réunion. Le gérant du foyer est un véritable chef militaire. C'est à lui que revient le droit d'attribuer des chambres à... la tête du client. Et c'est à lui que revient le droit de refuser l'attribution des

chambres à... des «têtes dures» !

L'animation du foyer se limite à une cafétéria et à une TV ; les bénéfices du bar ne sont pas intégrés au budget d'animation dont seuls la SONACOTRA et le gérant détiennent la somme et les projets.

Les travailleurs n'ont pas de tableau d'affichage. Ils sont expulsés arbitrairement quand bon semble au gérant et à sa femme. Ils subissent des manœuvres de division, notamment entre Marocains et Algériens... Ils sont bien sûr fichés et menacés d'expulsion lorsqu'ils refusent de pratiquer la corruption envers le gérant.

Nos revendications sont celles du Comité de coordination

Près de 50 foyers SONACOTRA sont en grève des loyers, certains depuis un an. Ils se sont regroupés dans un Comité de coordination autour d'une même

Expulsions, refoulements se multiplient

Il faut renforcer l'unité entre travailleurs français et immigrés

Ces derniers temps les mesures répressives, notamment de refoulement et d'expulsion, se sont multipliées à l'encontre des travailleurs immigrés. Le fait que cette répression accrue, doublée d'une recrudescence des campagnes réactionnaires d'intoxication raciste, coïncide avec le développement des luttes de masses des travailleurs immigrés et s'abatte avec une violence particulière sur les travailleurs les plus combattifs, montre clairement l'objectif que s'est fixée la bourgeoisie. Aujourd'hui de plus en plus massivement nos frères de classe immigrés entrent en lutte contre le racisme, con-

tre toutes les discriminations dont ils sont victimes, contre les conditions de travail, de vie et notamment de logement, particulièrement dures que leur imposent les capitalistes. Aujourd'hui aussi ils prennent une part de plus en plus active aux combats que mène toute la classe ouvrière de France, et l'unité se développe dans l'action, à la base, entre travailleurs français et travailleurs immigrés. Voilà ce qui panique le patronat et le gouvernement. Voilà ce que la bourgeoisie veut briser à coup d'intimidations, d'expulsions, de passages à tabac et d'enlèvements. Dans cette situation il est

important et urgent que la solidarité active se développe entre travailleurs français et immigrés pour riposter coup pour coup aux attaques de la bourgeoisie ; il est important que l'unité de classe du prolétariat exploité en France se renforce. C'est pour y contribuer que notre correspondant d'Avignon est allé contacter l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés susceptible de lui permettre de s'informer et d'approfondir le problème des expulsions, des refoulements de travailleurs immigrés, etc. Voici quelques unes des informations qu'il a pu recueillir auprès de l'ASTI.

La répression s'abat sur les travailleurs immigrés

On sait que depuis juillet 1974 l'obtention de titres de séjour et de travail n'est plus possible et que seuls sont autorisés des contrats de travail de 4 à 8 mois sans renouvellement possible sur place. Mais de plus, actuellement, un travailleur maghrébin — Maroc, Algérie, Tunisie — ne peut souscrire un contrat qu'avec un patron l'ayant déjà employé l'année précédente. Dans de telles conditions, revendiquer un salaire décent est déjà un sacré risque !

On s'est interrogé sur ces mesures : s'agissait-il de réduire le nombre des immigrés TRAVAILLANT en France ? Bien sûr que non, et pour cause ! En fait, le

but de la manœuvre était d'empêcher que les immigrés ne demeurent en France en permanence alors que — dans le bâtiment et surtout dans l'agriculture — c'est avant tout de saisonniers dont les patrons ont besoin. Transformer les travailleurs maghrébins en INTERIMAIRES INTERNATIONAUX, disponibles quand on a besoin d'eux et disparaissant à coup d'expulsion est décidé par le ministère de l'Intérieur contre les

étrangers troublant «le crédit ou l'ordre public». L'éventail est large, du voleur de pommes au militant syndical ou politique... Précisons que l'intéressé a théoriquement le droit de présenter sa défense devant une commission consultative dite «commission d'expulsion» ; à condition toutefois qu'il le sache, car c'est à lui de le réclamer. A condition aussi que ce droit ne lui soit pas tout simplement refusé.

Le «refoulement» est une simple décision administrative — c'est-à-dire préfectorale — qui, jusqu'à ces derniers temps, ne s'appliquait qu'aux étrangers «sans papiers» ou ne pouvant prétendre à la prolongation d'un séjour temporaire. L'élargissement de cette procédure fait de tous les immigrés des «refoulés» en puissance. Et là, pas même de commission, Marseille direct !

Plus grave encore : de récentes dispositions étendant les procédures de refoulement ont encore renforcé cette politique. Le pouvoir s'attaque à présent aux immigrés installés en France depuis plusieurs années, seuls ou avec leur famille, et possédant des titres de travail et de séjour en règle. Depuis janvier dernier, des travailleurs étrangers sans emploi ni ressources «suffisantes» depuis six mois peuvent se voir RETIRER leur titre de séjour et «refoulés» du territoire.

Avis, donc, aux malades sans mutuelle complémentaire, aux accidentés du travail ne disposant que d'une faible pension, aux chômeurs ne bénéficiant pas des ASSEDIC. Ils ont bien servi le capital. A présent qu'ils s'en aillent... Mais qu'ils n'oublient quand même pas de revenir au prochain coup de sifflet !

plateforme revendicative. Ce sont également nos revendications, avec en plus certaines revendications spécifiques à notre foyer.

Face à ces justes revendications, la SONACOTRA manœuvre. Elle veut diviser les foyers qui luttent ensemble, en voulant négocier foyer par foyer. Ainsi, le délégué régional SONACOTRA pour le logement est venu deux fois à Dijon pour rencontrer le Comité de résidents Mistral avec comme seul but de nous «raisonner», d'empêcher que nous entrions en grève aux côtés des autres foyers. C'est le sens des petites miettes qu'il veut nous accorder comme celle de réduire le loyer de 0,30 F par jour jusqu'en août 76, et des réponses évasives sur les autres revendications. Les travailleurs du foyer ont rejeté cela, comme ils dénoncent les manœuvres actuelles du gérant : embauche de femmes de ménage quelques jours avant le déclenchement de la grève, dans le but de la désamorcer ; puis licenciement de celles-

ci dès que les résidents ont engagé l'action. De même ils dénoncent les manœuvres de la SONACOTRA et du gérant qui refusent d'accorder des chambres à ceux qui reviennent des congés annuels alors qu'il en a plus de quarante libres ! Le gérant et ses subalternes font croire à ceux qui rentrent de vacances que c'est à cause des grévistes qu'ils ne peuvent avoir de logement. La SONACOTRA cherche ainsi à diviser les résidents, mais nous disons : non ! c'est la SONACOTRA qui est seule responsable !

Nous demandons à tous nos camarades français et immigrés de venir visiter le foyer Mistral pendant les week-end pour qu'ils voient la réalité de nos conditions de vie. Nous avons besoin de votre appui et d'un soutien large et massif pour gagner nos revendications. Travailleurs français-immigrés nous avons les mêmes intérêts : pour des logements libres, corrects, à loyers abordables.

Le Comité de résidents Mistral

JACQUES JURQUET

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIÈRE
AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot

Disponible aux librairies :

Les Herbes sauvages 70 rue de Belleville 75020 Paris — La Force du Livre 33 rue R. Leynaud 69001 Lyon — Le Sel de la Terre 4 rue MI Foch 22000 St-Brieuc.

ou par correspondance à :
E-100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris.

au prix de 30 F.



A lire et à étudier

Pour le renforcement du Parti

Tous ceux qui travaillent ardemment à l'édification du parti du prolétariat dans notre pays, trouveront intérêt et profit à la lecture et à l'étude du livre du camarade Kim Il Sung, fondateur et secrétaire général du Parti du travail de Corée, et dirigeant de la révolution en Corée, publié à l'occasion du 30ème anniversaire de la fondation du Parti du travail de Corée.

Ce livre paru en 1975 est un recueil de rapports et discours importants de Kim Il Sung prononcés de 1946 à 1968 devant des cadres et cadres dirigeants du Parti du travail de Corée. Les intérêts de ce recueil sont multiples pour nous militants révolutionnaires français.

Tout d'abord, nous y acquérons une meilleure connaissance de l'histoire du Parti du travail de Corée, et des luttes politiques qu'il a menées à la tête du peuple coréen. Kim Il Sung analyse la création du Parti du travail par fusion du parti communiste et du parti néo-démocratique ; il traite des luttes politiques à l'intérieur du parti contre le dogmatisme et le fractionnisme, par l'établissement du «djoutché», c'est-à-dire la fusion des principes marxistes-léninistes et de la pratique révolutionnaire en Corée, autrement dit la voie

spécifique de la révolution coréenne.

Sont examinées par le camarade Kim Il Sung, les luttes du parti pour l'édification du socialisme, alors que la moitié du territoire reste sous la domination impérialiste. Dans les campagnes coréennes, la lutte des classes continue ; à l'intérieur du parti et de l'État existent le fonctionnarisme et le bureaucratisme «manifestation de la survivance des idées pourries et périmées, laissées par le système féodal de la dynastie des Ri et par le système de domination impérialiste japonaise».

Un combat ardu contre le bureaucratisme s'est mené sous la direction du camarade Kim Il Sung. Le dirigeant coréen est sans pitié pour les défauts bureaucratiques, pour la vie fêtarde de certains cadres, pour leur irresponsabilité, leur rupture d'avec les masses... C'est un combat de tous les instants.

Dans la plupart des textes, l'attention du camarade Kim Il Sung est retenue par l'édification organisationnelle du parti. La vie du parti, ses normes de fonctionnement, l'esprit et la pratique du centralisme démocratique y sont étudiées avec minutie, les erreurs repérées et combattues avec force, les méthodes de travail correctes décrites avec soin. L'attention apportée au travail d'organisation s'appuie sur son fondement, l'éducation de classe, l'éducation idéologique marxiste-léniniste du parti :

«L'essentiel dans le travail du parti, dit Kim Il Sung, c'est le travail à l'égard de l'homme. Le travail à l'égard de l'homme c'est le travail à l'égard des cadres, le travail à l'égard des membres du parti, le travail à l'égard des masses».

De la riche expérience du travail d'organisation de son parti, le camarade Kim Il Sung tire leçons et enseignements qu'il expose dans un souci d'éducation communiste des membres du parti. Il y a bien des choses à étudier pour nous-mêmes : la question du recrutement, des cadres, des organismes, l'esprit de parti, la pratique de la critique et de l'auto-critique, etc.

de Kim IL Sung

Un dernier point que ne manqueront pas de souligner les militants marxistes-léninistes de France : la participation du Parti du travail de Corée et de son dirigeant à la lutte contre le révisionnisme moderne. Dans un rapport du 8 mars 1962, Kim Il Sung appelle au renforcement de la lutte contre le révisionnisme indiquant :

«Ces derniers temps, le révisionnisme relève la tête de plus en plus ouvertement dans différents domaines et il a un sérieux effet de désintégration dans les rangs du mouvement communiste international.»

C'est la politique de complicité des révisionnistes soviétiques krouchevistes, avec l'impérialisme américain qui est visé lorsque Kim Il Sung pose la question :

«Quant la moitié du territoire du pays et les deux tiers de la population demeurent encore sous le joug de l'impérialisme, comment pourrions-nous interrompre notre lutte contre l'impérialisme ?»

Voilà quelques raisons parmi toutes celles qui engagent à étudier ce recueil de textes du camarade Kim Il Sung.

La Commune de Paris, premier Etat de dictature du prolétariat

Avec l'article paraissant aujourd'hui en page 8 sur un des enseignements fondamentaux de la Commune de Paris — la nécessité du parti révolutionnaire prolétarien — se termine notre série intitulée : «LA COMMUNE DE PARIS, PREMIER ETAT DE DICTATURE DU PROLETARIAT».

A l'intention de ceux de nos lecteurs qui seraient désireux de parfaire leur connaissance de cette première révolution prolétarienne et d'en approfondir les enseignements toujours actuels et utiles pour les combats à mener aujourd'hui, nous donnons quelques conseils de lecture.

- La guerre civile en France - Karl Marx - Editions de Pékin - 2,55 F
- L'Etat et la révolution - Lénine - Editions de Pékin - 1,50 F.
- Marx, Engels et Lénine Sur la dictature du prolétariat - Editions de Pékin - 0,55 F.
- Histoire de la commune de 1871 - P.O. Lissagaray - Editions Maspéro - 20,00 F
- Histoire de la Commune - Louise Michel - EFR.
- Mémoires - Louise Michel - Ed. Maspéro - 31,50 F
- Vive la Commune de Paris ! - bande dessinée chinoise éditée par «l'Humanité Rouge» - 2,50 F

Ces ouvrages et de nombreux autres sur la Commune de Paris et la dictature du prolétariat sont en vente dans les librairies :

Les Herbes sauvages
70 Rue de Belleville
75020 Paris

La Force du livre
33 Rue R. Leynaud
69001 Lyon

Le Sel de la terre
4 Rue Mal Foch
22000 Saint-Brieuc

COMMANDEZ ET COLLEZ MASSIVEMENT NOTRE NOUVELLE AFFICHE SUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT?

Ce n'est pas une dictature fasciste, comme le prétendent Poniatowski et Marchais,



C'est la domination de classe des ouvriers et des masses populaires sur les exploités capitalistes, minorité de la population.

L'Humanité Rouge BP 61-75861 Paris cedex 18

D'une lectrice de Grenoble

«A chacun sa façon de célébrer

la journée internationale des femmes»



Fidèle lectrice de votre journal, je vous dis un grand bravo pour votre numéro du 8 mars sur les femmes : il constitue un outil important pour faire prendre

AFFICHEZ L'H.R.



conscience aux femmes de leur situation dans le système capitaliste et où est la vraie voie, et la seule possible pour s'en sortir.

Sur cette question «l'Humanité rouge» permet de mesurer à quel point les révisionnistes ont renié les principes de Marx, Engels, Lénine et Mao.

J'habite un quartier où existe l'«Union des femmes françaises», dont une des principales activités est de tenir chaque semaine une «bourse aux vêtements». Jusqu'à l'an dernier, elle célébrait la journée internationale des femmes en conservant un certain contenu politique, par exemple, en passant sur le quartier un film du genre «Le sel de la terre», etc. Cette année, en l'honneur du 8 mars, l'UFF organise une «soirée choucroute» qui prendra la forme d'un bal costumé ! Quelle curieuse façon de célébrer cette journée du

8 mars ! Pour l'UFF, c'est l'occasion (je cite) de «célébrer l'amitié des femmes de tous les pays du monde, en prônant l'internationalisme et la paix» !

Mais pourquoi s'étonner quand on voit encore la façon dont le PCF traite ses délégués au 22ème congrès : je passe sur la biographie (âge, profession, adresse). L'article s'intitule : «Que sait-on d'Anne ?»

«Déléguée au congrès du PCF. Son premier congrès. Elle a adhéré en 1968. Anne est candidate présentée par son parti, aux prochaines élections cantonales. On sait tout d'Anne. Non. Alors quoi encore. Anne est jolie. Elle est folle, comment dire, comme Anne. Les yeux d'Anne, mi-verts, mi-gris... un sourire... le geste des mains qui cherchent une hanche pour se poser, un bruissement d'ailes et silence. On

ne sait rien d'Anne. Elle n'a pas parlé, pas encore... Elle parle, timide et curieuse... Une femme communiste...»

Non ce n'est pas, camarades, un extrait de la presse féminine bourgeoise, mais bel et bien un article paru dans «l'Humanité» blanche du samedi 7 février, page 7.

Une lectrice de Grenoble

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique :

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «l'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom : Prénom :

Ad :

Signature :



culturel

Sports

La défaite du Dynamo de Kiev contre Saint-Etienne (3 - 0)

COCORICOS INSUPPORTABLES

«Je suis un maire heureux». C'est Durafour, ministre du chômage et de l'exploitation et maire de Saint-Etienne qui a prononcé cette phrase à la suite de la victoire de l'équipe de «sa» ville sur Dynamo de Kiev par 3 à 0 en coupe d'Europe de football. Durafour a alimenté ainsi le concert de chauvinisme et de cocoricos qui s'est déclenché à la suite de cette victoire inespérée. Giscard n'a pas voulu rester en rade en envoyant immédiatement après le

match un télégramme au président de l'AS St-Etienne.

Il est vrai que toutes les chances étant du côté de Kiev (dont nous avons déjà

parlé dans nos colonnes), sa défaite et son élimination de la coupe d'Europe ont été une surprise — n'en déplaise à l'Humanité et aux spécialistes du PCF qui

mettent le signe «égal» entre la force du «socialisme» en URSS et les victoires de ses équipes sportives. La pratique du sport dans les pays capitalistes

est véritablement un concert de cocoricos insupportables.

Les réactions et l'attitude du public au cours du match montrent bien que

la bourgeoisie a réussi à faire entrer le principe de «la compétition pour vaincre par tous les moyens» dans les têtes

Ainsi tout au long du match les joueurs soviétiques comme d'ailleurs tous les joueurs dès qu'il s'agit d'équipes adverses ont été accueillis par des sifflets, ont été hués par un public on ne peut plus excité et partial.

Capitiaux US

dans la production

cinématographique française

La politique de la bourgeoisie française qui entreprend actuellement une gigantesque restructuration de son système culturel pour mieux contrôler et retirer le maximum de profits pour son compte, donne ses fruits. En effet cette politique, qu'elle conçoit comme un moyen de refaire de la France la plaque tournante de la «culture», a permis cette année l'augmentation de l'exportation des films français. Les statistiques du Centre national du cinéma ont enregistré une augmentation pour les longs métrages français, de l'ordre de 30 %, avec un chiffre de 121 millions 741 en 1975, contre 93 millions 507 en 1974.

Si on ajoute à ces résultats les pourcentages de recettes obtenus à l'étranger on obtient une somme avoisinant 150 millions de francs de recettes. En 1975, 654 films de longs métrages ont été vendus à l'étranger. L'analyse des chiffres permet de remarquer que deux films représentent 11,9 % du montant global des exportations de films français longs métrages et que 25 films réalisent près de la moitié de cette recette (49 %). Il convient de noter toutefois que certaines de ces sommes particulièrement importantes, constituent en fait le financement de sociétés américaines dans la production de certains films français.

Comment croire alors

que les impérialistes américains s'intéressent au cinéma français simplement pour «l'amour de l'art» et comment ne pas s'étonner ensuite que certains films français se fassent de véritables propagandistes de l'idéologie bourgeoise la plus pourrie, celle d'une superpuissance impérialiste comme les USA ?

Occupation du centre Beaubourg

Intervention des CRS

Les flics sont intervenus mardi dernier pour expulser les manifestants du salon de la Jeune peinture et d'autres salons, qui occupaient le centre Beaubourg depuis lundi dernier.

Les sections syndicales CFDT et CGT du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou protestent «vigoureusement» dans un communiqué.

Les manifestants entendaient protester contre l'éviction de dix salons de peintures des salles que le musée municipal d'art moderne mettait traditionnellement à leur disposition, quai de New-York.

Pour la CGT et la CFDT cette «mesure intolérable confirme les craintes exprimées par les sections syndicales de voir le centre Georges Pompidou devenir un instrument ou une arme au service de la classe dominante».

Dans une prochaine édition
**ENTRETIEN AVEC
MARCELINE LORIDAN
ET
JORIS IVENS**

Avec le FRAP
Interdiction en France de
l'Union populaire des artistes

La commission franco-espagnole pour les affaires culturelles, scientifiques et techniques, s'est réunie mercredi à Madrid pour traiter notamment du financement de centres culturels mixtes et d'échanges artistiques entre les deux pays. La réunion de ces délégations conduites par Jean Laloy, directeur des relations culturelles au ministère français des Affaires étrangères et par son homologue espagnol, Jésus de la Serna n'est certainement pas tout-à-fait étrangère à la manœuvre réactionnaire du

gouvernement français qui a décidé l'interdiction du FRAP en France et de toutes les organisations qui la constituent. Ainsi, l'UPA (Union populaire des artistes) organisation qui popularise en particulier, dans les pays étrangers comme la France, les luttes et la culture du peuple espagnol, est interdite. Cette mesure du gouvernement bourgeois français — en accord avec les héritiers de Franco — ne va pas manquer de provoquer l'indignation et la colère de tous les antifascistes.

Jeux

La propagande du flipper

Qui de nous n'a pas joué au moins une fois au «flipper» dans un bistrot ? Ces machines qui font beaucoup de bruit et qui engloutissent beaucoup d'argent pour les fanatiques, sont une importation directe des USA en France et dans beaucoup d'autres pays capitalistes.

C'est la culture impérialiste américaine. Il y a d'ailleurs toute une industrie qui s'est développée pour faire face à ce gigantesque «marché» mondial. La «machine à sous», et en particulier le «flipper» sont le monopole de quelques magnats US, comme Gottlieb, qui a pratiquement l'hégémonie sur le «flipper» (c'est le nom qu'on peut voir sur tous les flippers).

Mais non content de nous dispenser leur haute culture «civilisée» les impérialistes US s'en servent pour faire passer leur propagande de puissance agressive. Ainsi tout en suivant le décompte de vos points sur le compteur du «flipper», vous pouvez admirer un bariolage peint sur la vitre de la machine. Beaucoup par exemple montrent des jeunes gens en train de «draguer» des filles dignes de celles qu'on voit dans les superproductions américaines.

Il y en a un en particulier vu dans un café de Paris qui vante les mérites de l'expansion impérialiste ! Ainsi on peut voir un trappeur, symbole du colon blanc qui chassa et extermina les tribus indiennes des Amériques, et à côté de lui un beau cosmonaute qui regarde le ciel et qui convoite... le monde. Une belle illustration de cette politique de la bourgeoisie qui justifie toutes les agressions... Peut-être existe-t-il des «flippers» soviétiques ?

Vu par un lecteur ouvrier

UNE SOLUTION EVIDENTE !



L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

la Commune de Paris, premier état de dictature du prolétariat

Un précieux enseignement de la Commune

LA NECESSITE D'UN PARTI PROLETARIEN

Le 28 mai 1871, après 72 jours de pouvoir au peuple, les derniers défenseurs de la Commune succombèrent sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant assaillis par l'armée de Thiers. Après les massacres innombrables contre ceux qui avaient osé se révolter, ce monstre qu'est Thiers put alors cracher : «L'ordre, la justice, la civilisation ont enfin remporté la victoire. Le sol est jonché de cadavres.» Mais Karl Marx, ripostant à ces sanguinaires écrivit : «Par la lutte de Paris, la classe ouvrière est entrée dans une nouvelle phase. Un nouveau point de départ de portée historique et universelle est gagné». Même si la Commune est restée et restera un enseignement précieux pour tous les révolutionnaires et les prolétaires du monde, elle n'en a pas moins été un échec. L'incapacité de la Commune à prévoir les événements, le manque d'unité politique, les demi-mesures et les

désordres dans l'exécution sont autant d'erreurs et d'insuffisances qui montrent que l'ardeur et l'enthousiasme révolutionnaires ne suffisent pas. La Commune a été dominée par le spontanéisme. Avant l'événement Marx recommandait aux ouvriers français de créer un solide parti prolétarien. Il les mettait en garde en même temps contre un soulèvement prématuré et inopportun. Mais lorsque le 18 mars 71 «l'insurrection devint un fait acquis», il la soutint de toutes ses forces non sans être convaincu de son inéluctable échec. Un des principaux enseignements que nous pouvons tirer de l'expérience historique de la Commune c'est la nécessité pour vaincre, d'avoir un parti prolétarien fondé sur une théorie scientifique et qui guide consciemment le peuple dans son combat.

Un contexte économique et politique défavorable

La Commune de Paris apparut dans une période où le prolétariat en tant que classe n'avait pas atteint son plein développement ni sa maturité politique «jusqu'en 1871, écrit Lénine, le capitalisme français était encore faiblement développé et la France était en ce temps surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, petits commerçants).»

La petite production dominait la vie économique à Paris. Les 2/3 de l'industrie étaient constitués d'entreprises minuscules : 61 % des patrons n'avaient qu'un ouvrier et la moyenne des ouvriers par entreprise ne dépassait pas 4 à 5 ouvriers.

De plus, la théorie révolutionnaire n'était pas encore arrivée à maturité. Les théories anarchistes et spontanéistes dominaient. Les membres de la Commune se répartissaient en trois courants :

- les Blanquistes et les Jacobins formaient la majorité. Ceux-ci pensaient qu'un petit nombre d'hommes, résolus et bien organisés étaient capables non seulement de s'emparer du pouvoir, mais aussi avec énergie et audace, de s'y maintenir assez longtemps pour pouvoir entraîner la masse du peuple dans la révolution et autour d'eux.

- les Proudhoniens rêvaient, eux, d'abolir tout de suite tout pouvoir d'État et étaient partisans de l'instauration généralisée de communes anarchistes.

- les marxistes, adhérents de la fédération parisienne de l'Internationale qui se divisaient en deux tendances dont les plus nombreux étaient plus influencés par Proudhon que par Marx.

C'est dans ce contexte économique et politique que peuvent s'expliquer les erreurs, les insuffisances et finalement l'échec de la Commune.

On laisse partir l'armée de Thiers

Une des premières erreurs de la Commune fut qu'elle ne comprit pas que le passage du pouvoir aux mains du prolétariat allait entraîner une résistance acharnée de la grande bourgeoisie. Celle-ci allait, par tous les moyens et dès qu'elle le pouvait, tenter de reprendre le pouvoir. Le 19 mars au matin, le lendemain de l'insurrection — Jules Favres, Picard et autres membres du gouvernement, désemparés, venaient juste de quitter Paris — l'État-Major ayant perdu la tête, oubliait dans sa fuite éperdue vers Versailles trois régiments, six batteries et toutes les canonniers, c'était la débandade complète et pendant ce temps, le Comité central de la Garde nationale est en séance, discute et décide de procéder de suite aux élections, laissant les ministères démissionner ouvertement, les militaires partir tranquil-

lement par les portes de la rive gauche. La moindre démonstration des Fédérés aurait pu arrêter cet exode, qui allait grossir les rangs, à Versailles, de la contre-révolution. Mais le Comité central, pêchant par honnêteté, se cantonna dans les élections pour «assurer les droits de Paris».

Pendant plusieurs jours des discussions interminables sur la préparation des élections, des tentatives de conciliation avec les maires de la Seine, Versailles, firent perdre un temps très précieux au peuple parisien.

Le Comité central sous-estimant les capacités de riposte de la bourgeoisie, au lieu



Bien que la Commune de Paris n'ait duré que 70 jours, elle brille à jamais d'une lumière éclatante par l'exemple héroïque qu'elle a donné pour fonder et préserver la dictature du prolétariat.

de détruire sur le champ le foyer de la contre-révolution, lui laissa tout le temps de se réorganiser et de reconstituer son armée.

La banque laissée aux Versaillais

Le Comité central avait fait une grande faute en laissant filer l'armée versaillaise, la Commune en commit une cent fois plus lourde en laissant à l'ennemi, sa banque. Elle se prit d'un saint respect devant la caisse de la haute bourgeoisie qu'elle avait sous la main. La Commune aurait pu disposer de près de 3 milliards et pourtant, lorsque Beslay, délégué par la Commune, se présente à la banque, il se laisse attendrir par les paroles pathétiques du sous-gouverneur qui lui dit : «Voyons, Monsieur, aidez-moi à sauver ceci : c'est la fortune de votre pays, c'est la fortune de la France» et Beslay, très attendri répéta l'argument que les Proudhoniens du Conseil approuvèrent, oubliant que leur maître avait mis la suppression de la banque en tête de son programme.

Ainsi la Commune s'enleva un moyen capital d'affaiblir le gouvernement de Versailles ; en enlevant la caisse, elle saisissait le nerf de l'ennemi, elle obligeait la bourgeoisie française à faire pression sur Versailles pour conclure la paix avec la Commune.

Paris isolé

Une autre cause de l'échec de la Commune, c'est l'isolement dans lequel est resté Paris.

Thiers ne laissait filtrer aucune information sur ce qui se passait dans la capitale et inondait la France, par l'intermédiaire de

fut jamais rien de précis : Paris disait aux communes de France «limitez-moi, si vous pouvez, je ne ferai rien pour vous que par l'exemple...» «La Commune seule chargée de surveiller et d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité... à condition de retrouver dans la grande administration centrale des délégations des communes fédérées» ; ces déclarations aux forts accents anarchistes, ne précisèrent pas plus quels seraient les pouvoirs de cette délégation centrale... laissant les campagnes dans l'impossibilité de se mobiliser. De plus cet appel de Paris à la France plaçait la nation au-dessus des classes, sans faire de distinction entre pauvres et riches, entre ceux qui avaient intérêt à se révolter, comme la petite paysannerie et ceux qui penchaient plutôt du côté de Versailles, ce programme, voté à la hâte, ne donnait aucune arme politique aux couches les plus pauvres qui aspiraient objectivement à la dictature du prolétariat.

Une nécessité : Un parti révolutionnaire

La cause essentielle de l'échec de la Commune est qu'étant données les conditions historiques de ce temps-là, le marxisme ne s'était pas encore assuré une place prépondérante dans le mouvement ouvrier et il n'existait pas encore de parti révolutionnaire, unissant la théorie à la pratique, composé de gens du peuple résolus et conscients. Tandis que le blanquisme et le proudhonisme, qui prévalaient dans la Commune, n'étaient pas à même de mener la révolution prolétarienne à la victoire.

Un peu plus d'un an après la Commune, se tint le Ve Congrès de la première Internationale où furent tirées les leçons de la Commune. Les idées anarchistes battues, la conception et la nécessité du «parti révolutionnaire prolétarien» triomphaient. Voici le passage de la résolution finale qui concrétisait cette victoire : «Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême : l'abolition des classes.»

Dans la montée des luttes d'aujourd'hui en France, face au danger de guerre qui se précise, les leçons sur la nécessité du parti prolétarien tirées de l'expérience vivante de la Commune restent d'une actualité brûlante. Les thèses révisionnistes ayant transformé le Parti communiste en un véritable parti bourgeois, obligent à prendre en main cette tâche urgente pour mener à bien la révolution et sauvegarder l'indépendance : édifier le parti révolutionnaire.